

MIGRANTS

REPENDRE A L'URGENCE/S'ATTAQUER AUX CAUSES CONSTRUIRE UN MONDE DE JUSTICE ET DE PAIX

En cette journée de solidarité avec les migrants, le Parti communiste français réaffirme son engagement pour que la France et l'Union européenne accueillent dignement des femmes et des hommes fuyant au péril de leur vie la guerre, la misère et auxquels nous devons hospitalité.

Face aux drames vécus ces derniers mois par des centaines de milliers de migrants venant chercher protection et sécurité en Europe, l'Union européenne a décidé de conduire une politique de refoulement et de dissuasion de tout espoir d'être accueillis sur notre continent.

MANIFESTATION

samedi 19 décembre

à 15 h

PARIS

métro Barbès-Rochechouart

Après avoir modestement ouvert ses portes pour accueillir quelques dizaines de milliers de réfugiés pour les deux ans à venir, l'Union européenne et les Etats membres ont décidé de mettre en place une série de dispositifs visant à maintenir les familles en détresse, le plus loin possible des frontières européennes et de renvoyer dans leur pays d'origine ceux déjà arrivés sur le territoire. Cette politique risque de bloquer des dizaines de milliers de familles aux portes de l'Europe, dans des conditions inhumaines, aux approches de l'hiver. A ce jour, seules quelques centaines de familles ont pu trouver un accueil dans le cadre des mesures de « relocalisation » de l'Union européenne. Comme Donald Tusk président du Conseil européen, le déclarait il y a quelques jours « *notre première obligation est de protéger les communautés européennes* ».

Ainsi, les mesures de contrôle, de surveillance des frontières sont renforcées, les centres de rétention multipliés, un tri indécent entre « bons et mauvais » migrants est mis en place, les pays frontaliers comme la Grèce et l'Italie sont pressés de bloquer les entrées sur leur territoire et la Turquie « subventionnée » pour garder les 2 millions de réfugiés syriens sur son sol. Les bidonvilles de Calais, où s'entassent 6 000 migrants, hommes, femmes et enfants, voulant rejoindre l'Angleterre, sont pour notre pays une véritable honte nationale, dont le gouvernement français est responsable et qui leur vaut les condamnations de l'ONU, du Conseil d'État et d'organismes de défense des libertés.

Au sommet de La Valette, l'Union européenne s'est efforcée, en vain, d'associer les pays africains à cette politique de rétention, en faisant jouer à ces Etats le rôle de simples sous-traitants au service d'une Europe forteresse. L'Union européenne se laissant le droit, quant à elle, de choisir les « personnes qualifiées » pouvant être accueillies sur son territoire au bénéfice de ses intérêts.

Avec ce dispositif, l'UE met en cause la Convention de Genève sur le droit d'asile, privant ces migrants du droit à déposer leur demande, ainsi que l'article 13 de libre déplacement de la Convention internationale des droits de l'homme. Cette politique est un encouragement à tous les gouvernements à s'engager dans cette voie de fermeture et la France, au-delà des discours, est particulièrement active dans ce domaine.

Pourtant, les migrants ont des droits reconnus au plan international mais les choix actuels conduisent au rejet, à l'abandon de ces populations en détresse.



D'autant que l'Union européenne et les États membres devraient s'interroger sur leurs propres responsabilités dans ce qui a conduit ces hommes et ces femmes à fuir leur pays devant la violence et la pauvreté. Il en est ainsi des conflits qui ensanglantent l'Afghanistan, l'Irak, la Libye où l'OTAN, les USA et plusieurs états européens comme la France sont directement impliqués.

La Syrie où, depuis des années, les freins mis à la recherche d'une solution politique, ont conduit à la fuite de centaines de milliers de Syriens qui s'ajoutent aux millions déjà déplacés ou réfugiés dans les pays voisins.

Mais il y a aussi les conséquences des accords de libre-échange entre l'UE et des pays africains qui ont imposé des politiques libérales prédatrices, déstructurant des économies déjà fragiles et poussant à l'exode de populations, notamment jeune et féminine, vers une Europe porteuse d'espoirs.

L'Union européenne doit faire le constat de son échec de ces politiques de puissance libérales, qui ne font qu'alimenter la montée de l'extrême droite, le rejet du faible et de l'étranger, la montée du racisme et de la xénophobie.

En France et en Europe, il existe des forces citoyennes, associatives, syndicales, politiques qui oeuvrent à ouvrir un chemin vers d'autres choix. D'abord en faveur de l'accueil de ces réfugiés dans le respect de leur dignité humaine mais aussi pour un monde de paix, de développement et du respect des droits humains, seule voie susceptible d'avancer vers des sociétés solidaires et de partage.

Ainsi, le choix de partir pour construire une vie meilleure ne sera plus dicté par le besoin de fuir la guerre et la pauvreté, mais par un choix librement décidé et respecté. Tel est le combat des communistes français, de leurs élus, notamment en faveur :

▶ du respect de la Convention de Genève sur les réfugiés politiques et la création de deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques

▶ de la réorientation des missions de Frontex pour le sauvetage et l'ouverture de voies d'accès légales vers l'Europe, sans condition, pour sécuriser les migrants et lutter contre les trafiquants

▶ de l'abrogation du « visa Balladur » qui a fait 10 000 morts dans la mer d'Anjouan et d'une refonte complète des politiques de visas en France incluant la régularisation des sans-papiers

▶ de la mise en place de structures d'accueil adaptées et des dispositifs de soutien médical et scolaire des enfants dans le respect des Droits des Enfants définis par l'ONU.

▶ d'un plan d'urgence global en faveur des migrants et de leurs familles à Calais et la révision des accords du Touquet de 2003 entre la France et l'Angleterre.

▶ de l'abrogation des directives de Dublin

Telles sont les raisons pour lesquelles le Parti communiste français et ses militants demeurent engagés dans la solidarité avec les migrants.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :